

Les inégalités, l'éclipse du *Welfare* et le mythe fragile du mérite

VITTORIO PELLIGRA est professeur d'économie à l'Université de Cagliari (Italie).

Article publié dans *Avvenire*, 5 août 2025, et reproduit ici avec leur aimable autorisation. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Il y a une histoire que nous aimons entendre raconter. Une histoire qui flatte notre fierté et nous soulage du poids du destin. C'est le mythe du mérite : l'idée que le succès est le reflet limpide du talent et de l'effort, la juste récompense pour ceux qui ont su s'engager, le résultat naturel d'un jeu équitable où les règles s'appliquent à tous de la même manière. Cette histoire est profondément ancrée dans les sociétés occidentales, mais avec des différences significatives. Aux États-Unis, par exemple, le mythe s'épanouit comme un véritable dogme laïc : ceux qui ont, ont mérité ce qu'ils ont ; ceux qui n'ont pas, n'en ont pas fait assez. En Europe du Nord, en revanche, le mérite coexiste avec un sens plus large de la justice : même ceux qui ont échoué méritent d'être pris en charge, et ceux qui ont couru plus vite peuvent souvent le faire parce que quelqu'un d'autre leur a ouvert la voie.

Méritocratie et choix politiques

La question centrale est que l'adhésion au mythe n'a pas une valeur purement individuelle. Comme l'ont montré Alberto Alesina et George-Marios Angeletos dans une étude célèbre, la foi plus ou moins convaincue dans la méritocratie façonne les choix politiques : plus nous croyons que le marché récompense le mérite, moins nous sommes disposés à taxer ceux qui ont plus pour soutenir ceux qui ont moins.

Nos croyances ne reflètent pas le monde de manière objective : elles le construisent et le façonnent. Si je pense que le système est juste, j'accepterai ses inégalités.

Si je les accepte, je ne voudrai pas les changer. Ainsi, le mythe du mérite devient une prophétie qui s'auto-réalise – et l'État providence disparaît lentement. Comment a-t-il été possible de démanteler si facilement le revenu de citoyenneté, ou de bloquer une initiative législative sur le salaire minimum, d'ignorer le fait que le nombre de travailleurs pauvres a doublé au cours des dix dernières années et de faire disparaître complètement le thème de la pauvreté du débat politique ?

Pourtant, même les mythes s'effritent parfois. Lorsque les inégalités deviennent trop importantes et que les plus riches semblent vivre dans un autre monde, le récit vacille. Une étude récente de Sánchez Rodríguez et ses collègues (2023) a montré qu'une augmentation excessive des inégalités peut réduire la foi dans la méritocratie. Lorsque l'écart devient trop grand et qu'il est impossible de le justifier par l'effort et le talent, les gens ouvrent les yeux et commencent à douter. Le mérite serait-il une illusion bien ficelée ?

Une recherche d'équilibre

Les êtres humains ne sont ni parfaitement égalitaires ni fanatiques du mérite. Ils recherchent un équilibre. Ils souhaitent que les opportunités soient réparties équitablement, mais acceptent que les résultats diffèrent, à condition que les règles du jeu soient claires et que le terrain ne soit pas truqué. C'est un équilibre subtil et fragile. Il suffit d'une ombre – corruption, népotisme, racisme systémique – pour que tout s'effondre.

Le message que nous transmettent ces études et ces auteurs est simple mais profond : les croyances méritocratiques ne sont pas neutres. Elles ne sont pas seulement une lentille à travers laquelle nous regardons le monde : elles sont le cadre sur lequel nous construisons nos politiques, nos jugements moraux, notre consentement à l'État. Mais elles sont également vulnérables. Et lorsqu'elles se brisent, elles nous laissent nus face à l'inégalité, sans mots pour la justifier, ni force pour la combattre.

Avec des écarts qui se creusent et un système social qui recule, le défi aujourd'hui n'est pas seulement de redistribuer les ressources. Il s'agit de réformer notre imaginaire. Reconstruire un récit de la justice qui concilie la valorisation du talent et la reconnaissance des limites, la récompense de l'engagement et la prise en charge de ceux qui sont restés à la traîne. Car personne ne prospère seul et personne ne se sauve seul. Une société juste n'est pas celle où chacun reçoit en fonction de ce qu'il a donné, mais celle où chacun peut donner ce qu'il a, sans que le hasard ou le privilège ne décident d'emblée qui peut contribuer et qui ne le peut pas. ■